

bis Anfangs Juni 1894 in Luzern wohnhaft, wurde damals dem Depot Erstfeld zugeteilt. Infolge dieser Versetzung mietete er ein Zimmer in Erstfeld und hielt sich von da an regelmäßig dort auf; dort bezog er auch seinen Gehalt und wurde als im Kanton Uri stationierter Bahnangestellter vom Landammannamt in Eid und Pflicht genommen. Bei seiner Übersiedelung von Luzern nach Erstfeld meldete er sich beim Sektionschef in Luzern ab und bei demjenigen in Erstfeld an. Steht aber nach dem Gesagten fest, daß Gretener in seiner Eigenschaft als Angestellter nach Erstfeld versetzt wurde, und infolge dieser Versetzung auch nach Erstfeld gezogen ist, so ist dieser Ort als sein Steuermohnsitz zu betrachten. Denn sein Aufenthalt an demselben ist keineswegs ein bloß vorübergehender oder zufälliger; vielmehr ist Gretener durch seine Anstellung dauernd an Erstfeld als seinen Stationsort gebunden und muß sich als Angestellter ständig und regelmäßig (von seinen Freitagen und seinen Reisen als Kondukteur abgesehen), in Erstfeld aufhalten. Daran kann der Umstand nichts ändern, daß er an dienstfreien Tagen sich zu seiner Familie nach Luzern begibt und sich auch, wenn er etwa krank wird, zu derselben zurückzieht; in der That sind dies nur vorübergehende und zum Teil zufällige Besuche, welche gegenüber der dauernden Anstellung in Erstfeld nicht ins Gewicht fallen. Das gleiche gilt aber von der Tatsache, daß die Familie Gretener bis zur Stunde sich in Luzern befindet; ausschlaggebend für den Ort der Besteuerung des Erwerbs des Familienvaters ist nämlich der dauernde Wohnort des Familienvaters, und nicht der Aufenthalt der Familie. In dieser Beziehung kann übrigens noch darauf verwiesen werden, daß Gretener selbst seine Familie von Luzern nach Erstfeld zu verbringen gedachte und zu diesem Zwecke an letzterem Orte eine Wohnung zu mieten suchte. Laut bei den Akten liegendem Zeugnis des Bahnhofvorstandes von Erstfeld, d. d. 8. Februar 1895, war es jedoch dem Gretener bis zum genannten Datum beim besten Willen nicht möglich, eine passende Familienwohnung zu finden; die Übersiedelung der Familie Gretener unterblieb daher, jedoch offenbar nur bis auf weiteres, nämlich bis es gelingen würde, in Erstfeld eine passende Wohnung zu finden. Demgemäß wäre auch der Aufenthalt der Familie Gretener in Luzern jetzt überhaupt nur als

ein vorübergehender gedacht. Es ist daher die Gemeinde Erstfeld als Steuermohnsitz des Gretener zu betrachten.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Der Rekurs wird abgewiesen und der Kanton Uri als berechtigt erklärt, den Rekurrenten für die zweite Hälfte des Jahres 1894 zu besteuern.

III. Unzulässigkeit der Verbannung.

Inadmissibilité du bannissement.

43. Arrêt du 24 avril 1895 dans la cause Matthey.

Hélène Dizerens, bourgeoise de Paudex, née le 21 janvier 1874, actuellement femme du recourant Numa Matthey, a été condamnée, avant son mariage, aux peines suivantes :

1° Le 20 août 1891, par le tribunal de police de Morges, pour vol et tentative de vol, à 4 mois de réclusion et deux ans de privation des droits civiques.

2° Le 16 février 1892, par le tribunal de police de Lausanne, pour vol, à 100 jours de réclusion et deux ans de privation des droits civiques.

3° Le 14 juin 1892, par le même tribunal, pour prostitution, à 15 jours de réclusion et un an de privation des droits civiques.

4° Le 19 juillet 1892, par le même tribunal, pour vagabondage, à 15 jours de réclusion.

5° Le 16 août 1892, par le même tribunal, pour vagabondage, à 15 jours de réclusion et un an de privation des droits civiques.

Le 22 février 1894, Hélène Dizerens s'est mariée à Lausanne avec le sieur Numa-Henri Matthey, du Locle et de la Chaux-de-Fonds, né le 25 décembre 1857, revendeur à Lausanne, où il est, suivant son dire, domicilié depuis 1888.

Dans le n° 36 de la feuille des signalements du canton de Vaud, Hélène Matthey est recherchée par la préfecture du district de Lausanne, comme étant partie, le 18 octobre 1894, de son domicile conjugal, en compagnie d'un Anglais, pour Genève ou Paris.

Le 15 janvier 1895 le département de Justice et Police du canton de Vaud fait notifier à Hélène Matthey, par l'intermédiaire du préfet du district de Lausanne, son expulsion de ce canton pour une durée indéterminée.

Les époux Matthey ayant demandé la révocation, et subsidiairement la suspension de cet arrêté, le Conseil d'Etat de Vaud, par décision du 22 janvier 1895, et vu l'art. 45, alinéa 3 de la Constitution fédérale, aux termes duquel l'établissement peut-être retiré aux personnes qui ont été punies à répétées fois, c'est-à-dire au moins deux fois pour délits graves, a décidé le rejet de la requête des époux Matthey, ainsi que la mise à exécution immédiate de l'ordonnance d'expulsion.

Cette décision se fonde sur les condamnations susvisées, dont la femme Matthey a été l'objet, sur le fait que postérieurement à son mariage elle aurait continué à se livrer à la prostitution, et sur la circonstance, également plus haut mentionnée, qu'elle a quitté le domicile conjugal avec un Anglais.

Le mari Matthey a interjeté auprès du Tribunal fédéral contre la dite décision un recours de droit public, tendant à l'annulation de l'expulsion prononcée.

A l'appui de ce recours, le sieur Matthey fait valoir en substance ce qui suit :

L'art. 44 de la Constitution fédérale prescrit qu'aucun canton ne peut renvoyer de son territoire un de ses ressortissants, ni le priver du droit d'origine ou de cité. Or le Conseil d'Etat reconnaît lui-même que les condamnations subies par Hélène Matthey l'ont été pendant les années 1891 et 1892, à un moment où elle était ressortissante vaudoise, et où elle ne pouvait être renvoyée du territoire du canton de Vaud. Elle ne peut être expulsée par le seul fait qu'elle s'est

mariée et qu'elle est devenue par là ressortissante du Locle et de la Chaux-de-Fonds. Le recourant conteste que sa femme ait continué à se livrer à la prostitution depuis son mariage, et que le fait de son départ avec un Anglais constitue un délit grave de la nature de ceux mentionnés à l'alinéa 3 de l'art. 45 précité; cette disposition constitutionnelle ne peut donc trouver son application dans l'espèce.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat se borne à ajouter que le mariage de la femme Matthey avec un Neuchâtelois n'a pas eu pour effet de réintégrer cette personne dans la jouissance de ses droits civiques, dont elle a été privée alors qu'elle était vaudoise, et qu'à teneur de la jurisprudence du Conseil fédéral, la femme mariée peut être expulsée même si son mari ne l'est pas.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1° L'art. 44 de la Constitution fédérale dispose, à son al. 1^{er}, qu'aucun canton ne peut renvoyer de son territoire un de ses ressortissants, ni le priver du droit d'origine ou de cité. La femme Matthey ne pouvait donc être expulsée du canton de Vaud pour les délits commis par elle alors qu'elle était ressortissante vaudoise, c'est-à-dire avant son mariage avec le recourant.

Dans cette situation il est inadmissible que l'on invoque contre la prénommée Matthey, par le seul fait qu'elle a perdu son indigénat vaudois par le mariage, des faits délictueux commis par elle alors qu'elle était ressortissante du canton de Vaud, et alors que cette qualité la garantissait, aux termes de la disposition constitutionnelle susvisée, contre toute expulsion du territoire de ce canton (comparez v. Salis, Schweiz. Bundesrecht n° 405, p. 37.)

2° Le bénéfice constitutionnel prémentionné doit être au contraire considéré comme lui étant définitivement acquis, et son expulsion du territoire vaudois ne se justifierait, à teneur de l'art. 45, alinéa 3 de la Constitution fédérale, que s'il était constaté qu'à partir de son mariage elle a été punie à répétées fois pour des délits graves, dans le sens de cette disposition.

Or aucune condamnation de ce genre n'a été relevée contre Hélène Matthey depuis cette époque; il n'est, en particulier, point établi qu'elle ait été condamnée pour prostitution après son mariage, ni qu'elle ait été poursuivie au pénal du chef d'avoir abandonné momentanément le domicile conjugal en compagnie d'un étranger.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est admis, et l'arrêté d'expulsion du territoire vaudois, pris contre Hélène Matthey, le 15 janvier 1895, est déclaré nul et de nul effet.

IV. Glaubens- und Gewissensfreiheit.

Liberté de conscience et de croyance.

44. Urteil vom 3. April 1895 in Sachen
Christkatholische Genossenschaft der Stadt St. Gallen.

A. Unterm 18. Januar 1894 erteilte der Große Rat des Kantons St. Gallen, zwar mit einigen Vorbehalten, die jedoch hier außer Betracht fallen, der neuen Organisation des katholischen Kantonsteils die hoheitliche Genehmigung. Diese Genehmigung erstreckte sich insbesondere auch auf Art. 1 genannter Organisation, welcher folgendermaßen lautet: „Die katholische Kirche im Kanton St. Gallen ist ein Glied der römisch-katholischen Kirche.“

B. Nachdem dieser Beschluß unterm 27. gleichen Monats der christkatholischen Genossenschaft der Stadt St. Gallen als Urheberin einer gegenteiligen Petition mitgeteilt worden war, erklärte dieselbe unterm 24. März 1894 den Rekurs an das Bundesgericht, mit dem Begehren, es sei in teilweiser Aufhebung des Beschlusses des katholischen Kollegiums und des Großen Rates des Kantons St. Gallen Art. 1 der Organisation des katholischen

Kantonsteils aufzuheben und der Große Rat zu veranlassen, im Einklang mit der Bundesverfassung und Kantonsverfassung festzustellen: a. daß die katholische Kirche im Kanton St. Gallen aus den Angehörigen der römisch-katholischen und der christkatholischen Kirche bestehe, in dem Sinne, daß jede Abteilung sich eine eigene Organisation gebe; b. daß somit neben den römischen Katholiken auch die Christkatholiken vollberechtigte Mitglieder der katholischen Landeskirche des Kantons St. Gallen seien. Zur Begründung wird angeführt: Zusage der Proklamation des Unfehlbarkeitsdogmas habe sich in St. Gallen zunächst der „Verein freisinniger Katholiken der Stadt St. Gallen“ und dann, 1878, die christkatholische Genossenschaft gebildet. Diese sei eine christkatholische Pfarrei, gehöre zur christkatholischen Nationalkirche der Schweiz und anerkenne als kirchliche Oberbehörden den christkatholischen Synodalrat und den christkatholischen Nationalbischof der Schweiz. Bisher seien die Mitglieder der christkatholischen Genossenschaft im katholischen Konfessionsteil stimm- und wahlberechtigt gewesen und seien vom katholischen Administrationsrat zu den Versammlungen geladen worden. Die neue Kantonsverfassung von 1890 habe hierin nichts geändert: Art. 23 Abs. 1 derselben enthalte nach wie vor folgende Bestimmung: „Die katholische und die evangelische Kirche sowie die freie und uneingeschränkte Ausübung des katholischen und evangelischen Glaubensbekenntnisses und Gottesdienstes sind gewährleistet.“ Hienach gebe es im Kanton St. Gallen nur eine katholische Kirche, zu der Römischkatholiken und Christkatholiken gehören. Durch den angefochtenen Art. 1 der Organisation werde hingegen bestimmt, daß die eine katholische Kirche, welche die Kantonsverfassung nenne, die römisch-katholische sei, und wer nicht römisch-katholisch sei, überhaupt nicht Katholik sei. Die christkatholische Genossenschaft St. Gallen habe darauf den st. gallischen Regierungsrat um staatliche Anerkennung als „Christkatholische Gemeinde St. Gallen“ und als Teil der katholischen Landeskirche ersucht; doch sei dieses Begehren noch nicht behandelt worden. Jetzt suche man auf dem Beschwerdewege beim Bundesgericht Schutz gegen ein Vorgehen, durch welches, entgegen dem öffentlichen Rechte der Eidgenossenschaft, die römisch-katholische als die alleinige katholische Kirche erklärt und alles